

PRÉFET DE LA SOMME

Préfecture de la Somme
Direction des affaires juridiques et de l'administration locale
Bureau de l'administration générale et de l'utilité publique
Installations classées pour la protection de l'environnement
commune de CLERY SUR SOMME
Société UNEAL

A R R Ê T É du 17 DEC. 2012

Le préfet de la région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les titres 1er des Livres V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 1er août 2012 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de la région Picardie, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant M. Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 août 2012 portant délégation de signature de M. Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu la circulaire du 13 mars 2007 relative à l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié ;

Vu le Guide de l'état de l'art sur les silos pour l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu récépissé d'antériorité en date du 28 novembre 2003 délivré pour la rubrique 2160.1A « silos et installations de stockage de céréales », pour un volume de 64 395 m³ (seuil de l'autorisation) et pour la rubrique 2910.1A « installations de combustion pour une puissance de 2,4 MW (seuil de la déclaration) ;

Vu l'étude de dangers transmise le 21 décembre 2006 et complétée le 25 avril 2012 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 juillet 2012 ;

Vu l'avis en date du 29 octobre 2012 du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (C.O.D.E.R.S.T.) au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 16 novembre 2012 ;

Considérant que la société SCA UNEAL à CLERY SUR SOMME exploite des installations pouvant dégager des poussières inflammables ;

Considérant que ces installations sont susceptibles de générer des effets au delà des limites de propriété du site ;

Considérant que l'accidentologie relative à ce type d'activité démontre que ces installations sont susceptibles de présenter des risques technologiques ayant potentiellement des conséquences graves ;

Considérant que les silos SCA UNEAL à CLERY SUR SOMME possèdent un environnement vulnérable, de par la proximité de tiers avec : Au Nord, la RD 938 (trafic supérieur à 2000 véhicules par jour) à proximité immédiate (16 m du silo 4), des terrains agricoles et une maison d'habitation à plus de 150 m de la capacité de stockage la plus proche (le silo 4) ; A l'Est, le canal du Nord, le pont routier de la RD 938, des friches puis des maisons d'habitations ; Au Sud, Le canal du Nord, une écluse à 140 m du silo 5, des habitations à 160 m du silo 5 puis des friches et des marais ;

Considérant qu'il convient conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, d'encadrer le fonctionnement de cet établissement, relevant du régime de l'autorisation, par des prescriptions complémentaires afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1, titre 1^{er}, livre V du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

TITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

Les activités autorisés sont celles reprises dans le tableau de classement ci-dessous :

Rubriques	Régime	Libellé de la rubrique	Capacité
2160 1.A	A	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³	64 395 m ³

A : Autorisation DC : Déclaration avec contrôle

Article 1^{er} - DESIGNATION DE L'EXPLOITANT

Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui lui sont applicables, les installations exploitées par la société SCA UNEAL à CLERY SUR SOMME sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

Article 2 - ARRÊTÉS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, des dispositions du présent arrêté et des actes antérieurs, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
04/10/2010	Arrêté modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
29/03/2004	Arrêté du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables
29/09/2005	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
02/02/1998	Arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
25/07/97	Arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion
20/08/1985	Arrêté du 20/08/85 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/1980	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Article 3 - PÉRIMÈTRE D'ELOIGNEMENT :

Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au moins 10 m pour les silos plats et 25 m pour les silos verticaux.

On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaire, commerciaux...).

Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées au 1er alinéa du présent article.

Pour les silos existants et dans le cas où les locaux administratifs ne peuvent être éloignés des capacités de stockage et des tours de manutention pour des raisons de configuration géographique, l'étude de dangers définit de plus les mesures de sécurité complémentaires éventuelles à mettre en œuvre.

Article 4 : ACCÈS

Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).

Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.

Article 5 - PERMIS DE FEU

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée ; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention.

Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.),
- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.

TITRE 2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SILOS

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, les silos de stockage de produits organiques susceptibles de dégager des poussières inflammables respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié.

L'ensemble du personnel, y compris intérimaire ou saisonnier, est formé à l'application des consignes d'exploitation et des consignes de sécurité.

Article 6 - MOYENS DE PROTECTION CONTRE LES EXPLOSIONS

a) Events et surfaces soufflables

Conformément à l'étude de dangers réalisées par l'exploitant, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention, ...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis des dispositifs suivants permettant de limiter les effets d'une explosion :

Surfaces soufflables

Localisation	Dimension des surfaces soufflables existantes	Nature des surfaces et Pstat maximale
Tour de manutention du silo 1	49.5 m ²	Tôles Fibrociment à 50 mbar
Chambre à poussières du silo 1	13.7 m ²	Tôles bac-acier à 50 mbar
Silo 1A	679 m ²	Tôles Fibrociment à 50 mbar
Silo 1B	721 m ²	Tôles Fibrociment à 50 mbar
Tour de manutention silo 2A, silo 2B et silo 3B (couloir)	648 m ²	Tôles Fibrociment, ouvertures libres et portes à 50 mbar

Silo 2 (silo 2A et silo 2B)	1 777 m ²	Tôles Fibrociment à 50 mbar
Silo 3A	1 300 m ²	Tôles Fibrociment à 50 mbar
Silo 3B	1 699 m ²	Tôles Fibrociment à 50 mbar
Tour de manutention du silo 4	198 m ²	Tôles Fibrociment, ouvertures libres et portes à 50 mbar
Silo 4	1 735 m ²	Tôles Fibrociment à 50 mbar
Tour de manutention du silo 5	34.72 m ²	Bardage métallique à 50 mbar
Silo 5	4 518 m ²	Tôles Fibrociment et bac-acier à 50 mbar

Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité.

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer de personne à la flamme sortant des événements ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel sauf impossibilité technique.

b) Découplage

Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers et à la tierce expertise réalisées par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., sont aussi réduites que possible.

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

Localisation	Volume A	Volume B	Pression de résistance minimale du découplage
Silo 1	Tour silo 1	Galerie supérieure Silo 1	92 mbar
Silo 1	Tour silo 1	Galerie de reprise Silo 1	92 mbar
Silo 1	Tour silo 2A, 2B et 3B	Galerie supérieure Silo 1	61 mbar
Silo 2A	Tour silo 2A,2B, 3B	Galerie de reprise Silo 2A	50 mbar
Silo 2B	Tour silo 2A,2B, 3B	Galerie de reprise Silo 2B	50 mbar
Silo 3B	Tour silo 2A,2B, 3B	Galerie de reprise Silo 3B	50 mbar

Silo 4	Tour silo 4	Galerie de reprise Silo 4	50 mbar
Silo 5	Tour silo 5	Galerie de reprise Silo 5	109 mbar

Pour assurer le découplage des galeries enterrées non éventables avec les autres volumes des silos, l'exploitant s'assure que les dispositions suivantes sont bien mises en application :

Un découplage entre la tour et la galerie enterrée est en place de façon à stopper une explosion se produisant dans la tour et se propageant vers la galerie, et à laisser passer une explosion se produisant dans la galerie enterrée vers la tour.

L'ensemble des ouvertures communicant avec la galerie supérieure (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de d'ensilage.

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques, excepté si la conception des postes ne le permet pas. Dans ce dernier cas, la justification doit en être apportée. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée. Dans le cas d'un découplage par une porte au niveau de la tour de manutention celle ci s'ouvre vers la tour.

L'ensemble de ces dispositifs de découplages et l'ensemble des surfaces d'événements devront être mis en place **dans un délai de 6 mois** à compter de la signature du présent arrêté préfectoral.

L'exploitant doit disposer des justificatifs sur la pression de résistance minimale des événements (note de calcul, ...)

c) Etude technico-économique

L'exploitant fait réaliser une étude technico-économique **dans un délai de 6 mois** à compter de la signature du présent arrêté préfectoral concernant la mise en place de mesures supplémentaires permettant de limiter les effets d'une explosion dans la tour de manutention du silo 4 et la tour de manutention du silo 2A, 2B et 3B.

Article 7 - NETTOYAGE DES LOCAUX

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières, et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement.

En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations, et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir éventuellement la fréquence de nettoyage.

Article 8 - MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Les bâtiments sont équipés d'extincteurs en nombre suffisant et répartis judicieusement en nombre et en qualité.

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.

Ils font l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

Des procédures d'intervention sont rédigées et communiquées aux services de secours et comportent notamment :

- le plan des installations avec indication
 - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
 - les mesures de protection définies à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29/03/04 modifié ;
 - les moyens de lutte contre l'incendie ;
- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;
- et le cas échéant :
 - la procédure d'inertage ;
 - et la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement

Le personnel permanent est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.

Le personnel intérimaire et saisonnier est sensibilisé et formé sur les différentes procédures et sur les risques inhérents à l'exploitation d'un silo de stockage de céréales.

Article 9 - CANTONNEMENTS

Des écrans de cantonnement permettant de limiter l'empoussièrement des cellules sont en place entre :

- les cellules du silo 2A et la tour de manutention 2A, 2B et 3B,
- les cellules du silo 2B et la tour de manutention 2A, 2B et 3B,
- les cellules du silo 3B et la tour de manutention 2A, 2B et 3B,
- les cellules du silo 4 et la tour de manutention du silo 4.

Ces écrans ne doivent pas avoir une résistance supérieure à 100 mbar.

Ces écrans de cantonnement doivent être mis en place dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 10 - MESURES DE PRÉVENTION VISANT À ÉVITER UN AUTO-ÉCHAUFFEMENT

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Conformément à l'étude de dangers, le matériel employé est défini comme suit :

Silo 1A	Cellule 1	1 sonde à 3 niveaux
	Cellule 2	1 sonde à 3 niveaux
	Cellule 3	2 sondes à 3 niveaux
	Cellule 4	2 sondes à 3 niveaux
	Cellule 5	2 sondes à 3 niveaux
	Cellule 6	2 sondes à 3 niveaux
	Cellule 7	2 sondes à 3 niveaux
	Cellule 8	2 sondes à 3 niveaux
Silo 1B	Cellule 9	12 sondes à 2 niveaux
Silos 2A et 2B	Cellule 20	1 sonde à 3 niveaux
	Cellule 21	1 sonde à 3 niveaux
	Cellule 22	1 sonde à 3 niveaux
	Cellule 23	1 sonde à 3 niveaux
	Cellule 24	1 sonde à 3 niveaux
	Cellule 25	1 sonde à 3 niveaux
	Cellule 26	1 sonde à 3 niveaux
	Cellule 27	1 sonde à 3 niveaux
	Cellule 28	2 sondes à 3 niveaux
	Cellule 29	2 sondes à 3 niveaux
Silo 3A	Cellule 30	12 sondes à 2 niveaux
Silo 3B	Cellule 31	16 sondes à 2 niveaux
Silo 4	Cellule 40	22 sondes à 3 niveaux
Silo 5	Cellule 51	12 sondes à 2 niveaux
	Cellule 52	12 sondes à 2 niveaux
	Cellule 53	12 sondes à 2 niveaux
	Cellule 54	12 sondes à 2 niveaux

Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.

Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après séchage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

Article 11 - PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS AUX APPAREILS DE MANUTENTION

Conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. En particulier, les dispositifs suivants sont installés :

Repère	Équipements	Mesures de prévention - Détecteurs de dysfonctionnements
Tour de travail Silo 1	3 Élévateurs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capoté et sous aspiration centralisée en tête et en pied ▪ Paliers extérieurs ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Détecteurs de bourrage ▪ Contrôleur de rotation sur tambour mené ▪ Contrôleurs de déport de sangles ▪ Sangles antistatiques et non propagatrices de la flamme
	1 Transporteur à bandes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Point d'aspiration à la jetée ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Contrôleur de rotation sur tambour mené ▪ Contrôleurs de déport de bandes ▪ Bandes antistatiques et non propagatrices de la flamme
	3 Transporteurs à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capoté et sous aspiration centralisée ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Paliers extérieurs ▪ Détecteurs de bourrage ▪ Trappes de bourrage

	3 vis d'Archimède	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capoté ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Paliers extérieurs
Silo 1A	4 Transporteurs à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capoté et sous aspiration centralisée ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Paliers extérieurs ▪ Détecteurs de bourrage ▪ Trappes de bourrage
Silo 1B	4 Transporteurs à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capoté et sous aspiration centralisée ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Paliers extérieurs ▪ Détecteurs de bourrage ▪ Trappes de bourrage
Silo 2A	1 Élévateur	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capoté et sous aspiration centralisée en tête et en pied ▪ Paliers extérieurs ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Détecteurs de bourrage ▪ Contrôleur de rotation sur tambour mené ▪ Contrôleurs de déport de sangles ▪ Sangles antistatiques et non propagatrices de la flamme
	1 Transporteur à bandes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Point d'aspiration à la jetée ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Contrôleur de rotation sur tambour mené ▪ Contrôleurs de déport de bandes ▪ Bandes antistatiques et non propagatrices de la flamme
	1 Transporteur à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capoté et sous aspiration centralisée ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Paliers extérieurs ▪ Détecteurs de bourrage ▪ Trappes de bourrage
Silo 2B	1 Élévateur	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capoté et sous aspiration centralisée en tête et en pied ▪ Paliers extérieurs ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Détecteurs de bourrage ▪ Contrôleur de rotation sur tambour mené ▪ Contrôleurs de déport de sangles ▪ Sangles antistatiques et non propagatrices de la flamme
	1 Transporteur à bandes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Point d'aspiration à la jetée ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Contrôleur de rotation sur tambour mené ▪ Contrôleurs de déport de bandes ▪ Bandes antistatiques et non propagatrices de la flamme
	1 Transporteur à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capoté et sous aspiration centralisée ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Paliers extérieurs ▪ Détecteurs de bourrage ▪ Trappes de bourrage

Silo 3A	1 Élévateur	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capoté et sous aspiration centralisée en tête et en pied ▪ Paliers extérieurs ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Détecteurs de bourrage ▪ Contrôleur de rotation sur tambour mené ▪ Contrôleurs de déport de sangles ▪ Sangles antistatiques et non propagatrices de la flamme
	1 Transporteur à bandes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Point d'aspiration à la jetée ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Contrôleur de rotation sur tambour mené ▪ Contrôleurs de déport de bandes ▪ Bandes antistatiques et non propagatrices de la flamme
	2 Transporteurs à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capoté et sous aspiration centralisée ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Paliers extérieurs ▪ Détecteurs de bourrage ▪ Trappes de bourrage
Silo 3B	1 Élévateur	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capoté et sous aspiration centralisée en tête et en pied ▪ Paliers extérieurs ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Détecteurs de bourrage ▪ Contrôleur de rotation sur tambour mené ▪ Contrôleurs de déport de sangles ▪ Sangles antistatiques et non propagatrices de la flamme
	1 Transporteur à bandes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Point d'aspiration à la jetée ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Contrôleur de rotation sur tambour mené ▪ Contrôleurs de déport de bandes ▪ Bandes antistatiques et non propagatrices de la flamme
	2 Transporteurs à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capoté et sous aspiration centralisée ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Paliers extérieurs ▪ Détecteurs de bourrage ▪ Trappes de bourrage
Silo 4	1 Élévateur	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capoté et sous aspiration centralisée en tête et en pied ▪ Paliers extérieurs ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Détecteurs de bourrage ▪ Contrôleur de rotation sur tambour mené ▪ Contrôleurs de déport de sangles ▪ Sangles antistatiques et non propagatrices de la flamme
	1 Transporteur à bandes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Point d'aspiration à la jetée ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Contrôleur de rotation sur tambour mené ▪ Contrôleurs de déport de bandes ▪ Bandes antistatiques et non propagatrices de la flamme
	1 Transporteur à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capoté et sous aspiration centralisée ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Paliers extérieurs ▪ Détecteurs de bourrage ▪ Trappes de bourrage

Silo 5	1 Élévateur	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capoté et sous aspiration centralisée en tête et en pied ▪ Paliers extérieurs ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Détecteurs de bourrage ▪ Contrôleur de rotation sur tambour mené ▪ Contrôleurs de déport de sangles ▪ Sangles antistatiques et non propagatrices de la flamme
	5 Transporteurs à bandes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Point d'aspiration à la jetée ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Contrôleur de rotation sur tambour mené ▪ Contrôleurs de déport de bandes ▪ Bandes antistatiques et non propagatrices de la flamme
	2 Transporteurs à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capoté et sous aspiration centralisée ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Paliers extérieurs ▪ Détecteurs de bourrage ▪ Trappes de bourrage

De manière systématique les mesures suivantes sont mises en place :

- ☞ tous les appareils sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles,
- ☞ tous les détecteurs et contrôleurs disposent d'un renvoi en cas de dysfonctionnement avec un arrêt des manutentions en amont,
- ☞ les aspirations des poussières disposent d'un double asservissement : un premier asservissement lié au démarrage de l'installation et un deuxième qui arrête l'installation en cas de panne du système d'aspiration.

L'asservissement généralement mis en place est automatique : en cas de détection d'un dysfonctionnement, après une éventuelle temporisation de quelques secondes, la manutention est arrêtée par un automate avec renvoi du problème au tableau de commande du silo.

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.

Les transporteurs de reprises sont tous capotés.

Article 12 - SYSTÈME D'ASPIRATION

Afin de lutter contre les risques d'explosion du système d'aspiration, les dispositions suivantes sont prises conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant :

- toutes les parties métalliques du ou des filtres sont reliées à la terre ;
- toutes les parties isolantes (flexibles, manches,...) sont suffisamment conductrices afin de supprimer les risques de décharges électrostatiques ;

Le système d'aspiration est correctement dimensionné (en débit et en lieu d'aspiration).

L'exploitant fait réaliser une étude **dans un délai de 3 mois** à compter de la signature du présent arrêté préfectoral portant sur la fiabilité et l'efficacité (vitesse, débit, géométrie de l'aspiration, équilibrage du réseau) du système d'aspiration des silos au niveau des transporteurs, élévateurs,...

L'exploitant établit un programme d'entretien et de contrôle de l'efficacité du système d'aspiration qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 13 - VIEILLISSEMENT DES STRUCTURES

L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de

fissuration. Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence à déterminer par l'exploitant (à minima annuelle). En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage, ...) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.

Article 14 : DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif d'AMIENS, conformément aux conditions prévues aux articles L. 514.6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- « par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »
- « par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service. »
- « les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative. »

Article 15 :

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

Article 16 : PUBLICITÉ

Un extrait du présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie de CLERY SUR SOMME, par les soins du maire ; le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie du même arrêté sera par ailleurs déposée à la mairie de CLERY SUR SOMME pour être tenue à la disposition du public. Procès-verbal de l'accomplissement des mesures de publicité lui incombant sera dressé par les soins du maire de la commune.

Un avis rappelant la délivrance du présent arrêté sera, par ailleurs, inséré par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux.

Article 17 : EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Péronne, le maire de CLERY SUR SOMME, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société UNEAL et dont une copie sera adressée :

- au directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme,
- au directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Picardie,
- au chef du bureau interministériel régional de défense et de sécurité civile
- au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Picardie
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Somme
- au directeur de l'agence de l'eau Artois Picardie.

Amiens, le 17 DEC. 2012
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Jean-Charles GERAY